

LES DOCKS DES PETROLES D'AMBES

Société Anonyme au Capital de :	€ 748 170
Siège social :	Avenue des Guerlandes Bassens 33565 Carbon-Blanc Cedex
RCS Bordeaux	B 585 420 078

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 JUIN 2025

RAPPORT D'ACTIVITE

ACTIVITES DES DEPOTS

Les expéditions de produits, depuis le dépôt de Bassens, atteignent 1 206 732 m³ au 30 juin 2025 vs 1 237 584 au 30 juin 2024, en diminution de 2,5%.

Quant au dépôt de Bayon, les 4 bacs de stockage en activité contiennent des stocks de gazoles.

ANALYSE DU BILAN :

Au cours du premier semestre, la société a mis en service 814 932 € d'investissements. Les principaux postes sont :

- Travaux d'extension des installations des postes de chargements 514 553 €
- Travaux de sécurité pour 117 769 €
- Travaux d'électricité et d'automatisme pour 100 354 €
- Travaux sur tuyauterie produits pour 63 263 €
- Matériels informatique et d'exploitation : 18 993 €

Le poste « immobilisation en cours » s'élève à 732 417 € au 30 juin et se décompose de la façon suivante :

- Travaux d'amélioration des installations des réservoirs pour 173 829 €
- Travaux de sécurité et d'environnement pour 160 386 €
- Travaux postes de chargement pour 180 682 €
- Travaux d'électricité et automatismes pour 65 615 €
- Travaux sur tuyauteries produits : 21 201 €
- Matériels informatique et d'exploitation : 128 326 €
- Travaux d'instrumentation et métrologie : 2 378 €

Les stocks de matières sont en augmentation à fin juin 2025 de 130 816 € comparés à leur niveau au 31 décembre 2024.

Les créances clients sont en hausse de 21,8% à fin juin 2025 vs 31 décembre 2024.

Les disponibilités et les placements sont en baisse de 20,8% par rapport à fin 2024.

Les dettes fiscales et sociales sont en hausse avec une taxe foncière comptabilisée pour la période de 6 mois en 2025.

ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT

Produits d'exploitation :

Le chiffre d'affaires

Au premier semestre 2025, il s'élève à 10 294 002 € vs 10 197 334 € au 30 juin 2024. Il est en légère hausse de 0,95 % par rapport au 1er semestre 2024.

Les variations principales portent sur :

- La hausse des recettes de l'activité d'expéditions et de réceptions de 1,06% liée à l'accroissement des activités « essences », « GNR » et « Jet ».
- La hausse des recettes des l'activité des colorations et additivations de 5,17%
- La diminution des recettes liées au mandat d'opération avec la société SPBA de -2,76%

Reprises de provisions et amortissements :

Elles se décomposent de la façon suivante :

- Reprises de provisions pour révisions décennales des réservoirs faites au premier semestre 2025 pour 82 113 € contre 40 595 € au 30 juin 2024,
- Reprises de provisions pour renouvellement sur immobilisations renouvelées pour 17 024€ au 30 juin 2025 vs 16 971 € au premier semestre 2024.

Charges d'exploitation :

Elles augmentent sur la période de 3,8 % par rapport au 1^{er} semestre 2024.

Résultat d'exploitation :

Il s'élève à 2 905 291 € au 30 juin 2025 contre 3 043 858 € au 30 juin 2024, en diminution de - 4,6%.

Résultat net :

Le résultat net s'élève à 2 343 247 € contre 2 477 776 € au 30 juin 2024, en diminution de -6,2%.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POUR LE PREMIER SEMESTRE

Le contrôle fiscal portant sur les exercices 2022 et 2023 s'est déroulé le long du premier semestre 2025.

EVENEMENT SUBSEQUENT (INTERVENU APRES LA DATE DE CLOTURE DES COMPTES SEMESTRIELS)

Le 30 juillet 2025, une réunion de clôture a eu lieu entre l'inspectrice de la DIRCOFI et la direction de DPA.

Le 31 juillet 2025, sur la plateforme Escale, l'inspectrice de la DIRCOFI a adressé trois courriers faisant ressortir ce qui suit :

- Absence de rectification suite à une vérification générale de comptabilité
- Rappel des taxes foncières 2024 et 2025 suite à la mise à jour des bases de ces taxes foncières
- Rappel de CFE pour 2022, 2023, 2024 et 2025 suite à la mise à jour des bases imposition de CFE

A l'émission de ce rapport, la société DPA n'a pas reçu de notification de rôles complémentaires suite à la réévaluation des bases des taxes foncières et CFE susmentionnées.

Attestation de la personne assumant la responsabilité du rapport financier semestriel

(Article 222-4 – 3° du Règlement Général AMF)

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le rapport semestriel d'activité, figurant en page deux à trois, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document.

Fait à Bassens
Le 24 septembre 2025

Ahmed ABZIZI
Président Directeur Général

Rapport du commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels de la société Les Docks des Pétroles d'Ambès, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2025 au 30 juin 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessous, nous attirons votre attention sur la note I de l'annexe aux comptes semestriels qui expose les changements engendrés par l'application du règlement n°ANC 2022-06.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Bordeaux, le 24 septembre 2025

David COUTURIER

Associé

COMPTES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2025

A C T I F	30-juin-25			31-déc-24
	Brut	Amortissements et provisions	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE				
DOMAINE PRIVE				
Immobilisations incorporelles	381 944	379 057	2 887	5 161
Immobilisations corporelles	1 101 696	971 359	130 337	136 014
DOMAINE CONCEDE APPORT CONCEDANT				
Immobilisations incorporelles				
Constructions sur sol d'autrui	48 101	48 101		
Installations techniques, matériels et outillages	474 139	474 139		
Autres immobilisations corporelles	107 410	107 410		
DOMAINE CONCEDE APPORT CONCESSIONNAIRE				
Immobilisations incorporelles	763 183	671 428	91 755	109 491
Constructions sur sol d'autrui	5 080 160	153 801	4 926 359	4 926 359
Installations techniques, matériels et outillages	63 315 146	21 399 541	41 915 606	41 311 103
Autres immobilisations corporelles	5 651 151	408 675	5 242 476	5 180 424
IMMOBILISATIONS EN COURS	732 417		732 417	784 360
S / Total	77 655 346	24 613 509	53 041 837	52 452 912
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations				
Prêts	145 740		145 740	130 227
Dépôts et cautionnements	3 912		3 912	3 912
S / Total	149 652		149 652	134 139
TOTAL I	77 804 999	24 613 509	53 191 489	52 587 051
ACTIF CIRCULANT				
Stocks de matières	696 172	260 850	435 322	304 506
Créances clients	2 334 703		2 334 703	1 916 475
Autres créances	1 088 938		1 088 938	547 079
Disponibilités	773 877		773 877	1 668 920
Placements trésorerie	13 699 368		13 699 368	16 626 957
S / Total	18 593 059	260 850	18 332 209	21 063 937
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	459 042		459 042	76 983
Charges à étaler				
TOTAL II	19 052 100	260 850	18 791 250	21 140 920
TOTAL GENERAL	96 857 099	24 874 359	71 982 740	73 727 971

P A S S I F	(avant répartition)	30-juin-25	31-déc-24
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES			
Capital social (entièrement amorti)		748 170	748 170
Primes d'émission et de fusion		15 053	15 053
Ecarts de réévaluation		17 082	17 082
Ecarts de réévaluation (1976)		2 538 664	2 538 664
Réserve légale		74 817	74 817
Réserves réglementées			
Réserves extraordinaires		223 451	223 451
Réserves ordinaires		7 491 089	6 343 756
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice		2 323 247	6 135 133
Subvention d'équipement			
Provision spéciale de réévaluation			
Amortissements dérogatoires			
	TOTAL I	13 431 573	16 096 126
DROITS DU CONCEDANT			
Amortissements de caducité		49 369 448	47 913 239
Amortissements de caducité transférés en capital		-748 170	-748 170
Apport du Concédant à titre gratuit			
	TOTAL II	48 621 278	47 165 069
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour grosses réparations		5 671 572	5 330 215
Fonds de renouvellement des installations concédées		1 194 285	1 216 734
Autres provisions pour risques et charges		282 528	287 593
	TOTAL III	7 148 385	6 834 542
AUTRES DETTES			
Emprunts divers			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 674 937	1 695 539
Dettes fiscales et sociales		1 106 566	1 664 073
Dettes diverses			272 623
	S / Total	2 781 503	3 632 234
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance			
	TOTAL IV	2 781 503	3 632 234
TOTAL GENERAL		71 982 740	73 727 971

COMPTE DE RESULTAT	2025 30 Juin	2024 30 Juin publié	2024 31 décembre publié
PRESTATIONS DE SERVICES	10 294 002	10 197 334	20 804 501
VALEURS DE CESSIONS DES ELEMENTS D'ACTIFS CEDES	220		
AUTRES PRODUITS	2	577	3 744
REPRISE DE PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS	112 417	66 754	1 250 999
TRANSFERT DE CHARGES		2 760	5 260
PRODUITS D'EXPLOITATION	10 406 641	10 267 425	22 064 503
ACHATS DE MATIERES STOCKEES	402 538	312 087	723 087
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	2 222 632	2 056 548	4 255 493
IMPOTS ET TAXES	479 237	462 118	933 776
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1 246 676	1 172 612	2 255 233
INTERESSEMENT	163 125	174 707	370 101
CHARGES SOCIALES	534 751	536 932	1 044 456
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	174 064	191 467	379 008
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS DE CADUCITE	1 456 209	1 431 970	2 832 646
DOTATION AUX PROVISIONS POUR RENOUVELLEMENT	310	182	363
DOTATION AUX PROVISIONS POUR GROSSES REPARATIONS	423 470	501 469	862 714
DOTATION AUX PROVISIONS POUR CHARGES	15 041	13 447	30 836
AUTRES CHARGES	2 171	1	11
REDEVANCES DE CONCESSION ET REDEVANCES PORTUAIRES	381 126	370 871	717 607
CHARGES D'EXPLOITATION	7 501 350	7 224 411	14 405 331
RESULTAT D'EXPLOITATION	2 905 291	3 043 014	7 659 172
PRODUITS DE PARTICIPATION			
AUTRES INTERETS	218 013	274 077	537 101
PRODUITS FINANCIERS	218 013	274 077	537 101
INTERETS SUR EMPRUNTS			
INTERETS DIVERS		398	433
CHARGES FINANCIERES		398	433
RESULTAT FINANCIER	218 013	273 679	536 668
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	3 123 303	3 316 693	8 195 840
PRODUITS EXCEPTIONNELS	5 735	843	63 484
CHARGES EXCEPTIONNELLES			15 739
RESULTAT EXCEPTIONNEL	5 735	843	47 745
RESULTAT AVANT IMPOTS	3 129 038	3 317 536	8 243 586
PARTICIPATION			
IMPOTS SUR LES SOCIETES	805 791	839 760	2 108 452
RESULTAT NET	2 323 247	2 477 776	6 135 134

ANNEXE

I. INFORMATION RELATIVE AU CONTRAT DE GERANCE ENTRE DPA ET LE GRAND PORT MARITIME DE BORDEAUX

Le contrat de gérance conclu le 5 juin 1967 entre le Port autonome de Bordeaux (auquel le Grand port maritime de Bordeaux – GPMB s’est substitué) et DPA expirera le 31 mai 2032.

Au terme du contrat de gérance, les aménagements, ouvrages et appareils à caractère immobilier que DPA aura acquis, construits ou mis en place au titre du contrat devront être remis gratuitement au GPMB, en bon état d’entretien et seront de plein droit la propriété du GPMB.

La réattribution par le GPMB de l’exploitation des dépôts publics d’hydrocarbures de Bayon et de Bassens et de l’oléoduc reliant le site de Bayon au dépôt de SPBA à Ambès peut être précédée d’une procédure de publicité et de mise en concurrence (sauf à ce que le GPMB décide de mettre fin à cette activité et d’affecter les sites concernés à d’autres usages). DPA pourra être candidat à ce nouveau contrat, sans disposer d’un droit particulier à son renouvellement.

Dans le cadre du nouveau contrat à conclure pour l’exploitation des sites, le GPMB pourra définir des conditions techniques et financières (notamment en terme de redevances dues par l’exploitant) différentes de celles actuellement applicables.

II. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes semestriels au 30 juin 2025 ont été élaborés dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d’établissement et de présentation des comptes semestriels de l’ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03.

Il a été tenu compte dans la présentation des états financiers, des particularités résultant de notre statut de concessionnaire du Grand Port Maritime de Bordeaux.

❖ Compte de résultat 30.06.2024 selon ANC 2022-06 vs publié :

COMPTE DE RESULTAT	2024 30 Juin Selon ANC 2022-06	2024 30 Juin publié
PRESTATIONS DE SERVICES	10 197 334	10 197 334
AUTRES PRODUITS	577	577
REPRISE DE PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS	67 597	66 754
TRANSFERT DE CHARGES		2 760
PRODUITS D'EXPLOITATION	10 265 509	10 267 425
ACHATS DE MATIERES STOCKEES	312 087	312 087
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	2 056 548	2 056 548
IMPOTS ET TAXES	462 118	462 118
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1 169 852	1 172 612
INTERESSEMENT	174 707	174 707
CHARGES SOCIALES	536 932	536 932
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	191 467	191 467
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS DE CADUCITE	1 431 970	1 431 970
DOTATION AUX PROVISIONS POUR RENOUVELLEMENT	182	182
DOTATION AUX PROVISIONS POUR GROSSES REPARATIONS	501 469	501 469
DOTATION AUX PROVISIONS POUR CHARGES	13 447	13 447
AUTRES CHARGES	1	1
REDEVANCES DE CONCESSION ET REDEVANCES PORTUAIRES	370 871	370 871
CHARGES D'EXPLOITATION	7 221 651	7 224 411
RESULTAT D'EXPLOITATION	3 043 858	3 043 014
AUTRES INTERETS	274 077	274 077
PRODUITS FINANCIERS	274 077	274 077
INTERETS SUR EMPRUNTS		
INTERETS DIVERS	398	398
CHARGES FINANCIERES	398	398
RESULTAT FINANCIER	273 679	273 679
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	3 317 536	3 316 693
REPRISES SUR PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS		843
PRODUITS EXCEPTIONNELS		843
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
RESULTAT EXCEPTIONNEL		843
RESULTAT AVANT IMPOTS	3 317 536	3 317 536
IMPOTS SUR LES SOCIETES	839 760	839 760
RESULTAT NET	2 477 776	2 477 776

❖ Compte de résultat 31.12.2024 proforma vs publié :

COMPTE DE RESULTAT	2024 31 décembre Selon ANC 2022-06	2024 31 décembre publié
PRESTATIONS DE SERVICES	20 804 501	20 804 501
VALEURS DE CESSIONS DES ELEMENTS D'ACTIFS CEDES	22 257	
AUTRES PRODUITS	3 744	3 744
REPRISE DE PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS	1 292 226	1 250 999
TRANSFERT DE CHARGES		5 260
PRODUITS D'EXPLOITATION	22 122 728	22 064 503
ACHATS DE MATIERES STOCKEES	723 087	723 087
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	4 255 493	4 255 493
IMPOTS ET TAXES	933 776	933 776
SALAIRES ET TRAITEMENTS	2 249 973	2 255 233
INTERESSEMENT	370 101	370 101
CHARGES SOCIALES	1 044 456	1 044 456
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	379 008	379 008
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS DE CADUCITE	2 832 646	2 832 646
DOTATION AUX PROVISIONS POUR RENOUVELLEMENT	363	363
DOTATION AUX PROVISIONS POUR GROSSES REPARATIONS	862 714	862 714
DOTATION AUX PROVISIONS POUR CHARGES	30 836	30 836
AUTRES CHARGES	11	11
REDEVANCES DE CONCESSION ET REDEVANCES PORTUAIRES	717 607	717 607
CHARGES D'EXPLOITATION	14 400 071	14 405 331
RESULTAT D'EXPLOITATION	7 722 657	7 659 172
PRODUITS DE PARTICIPATION		
AUTRES INTERETS	537 101	537 101
PRODUITS FINANCIERS	537 101	537 101
INTERETS SUR EMPRUNTS		
INTERETS DIVERS	433	433
CHARGES FINANCIERES	433	433
RESULTAT FINANCIER	536 668	536 668
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	8 259 325	8 195 840
SUR OPERATIONS DE GESTION		22 257
SUR OPERATIONS EN CAPITAL		
REPRISES SUR PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS		41 227
PRODUITS EXCEPTIONNELS		63 484
SUR OPERATIONS DE GESTION		
SUR OPERATIONS EN CAPITAL		
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS	15 739	15 739
CHARGES EXCEPTIONNELLES	15 739	15 739
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-15 739	47 745
RESULTAT AVANT IMPOTS	8 243 586	8 243 586
PARTICIPATION		
IMPOTS SUR LES SOCIETES	2 108 452	2 108 452
RESULTAT NET	6 135 134	6 135 134

1) **IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

Les immobilisations incorporelles regroupent l'ensemble des logiciels informatiques amortis en linéaire sur une durée de 1 à 7 ans.

2) **IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

Le statut particulier des sociétés concessionnaires entraîne le découpage des immobilisations corporelles de la société en deux catégories :

- Immobilisations du domaine Privé : regroupent l'ensemble des biens qui resteront la propriété du concessionnaire à la fin du contrat de concession.
- Immobilisations du domaine Concédé : regroupent l'ensemble des biens qui seront remis au concédant à la fin du contrat de concession sans contrepartie financière.

2.1) **DOMAINE PRIVE**

Les immobilisations du domaine privé sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition.

Les durées d'amortissement pratiquées sur ces biens sont les suivantes :

- Logiciel informatique : linéaire entre 1 à 5 ans.
- Matériel et Outillage : linéaire entre 5 et 10 ans.
- Matériel de transport : linéaire entre 5 et 10 ans.
- Mobilier, machines de bureau : linéaire entre 5 et 10 ans.

2.2) **DOMAINE CONCEDE**

Les immobilisations du domaine concédé sont comptabilisées à leur coût d'acquisition à l'exception de celles acquises antérieurement au 31 décembre 1976 qui figurent au bilan à leur valeur réévaluée (réévaluation légale).

Les immobilisations du domaine concédé se décomposent en deux catégories :

- **Immobilisations non renouvelables :**

Par nature, ce sont les immobilisations qui ne nécessiteront pas de remplacement pour maintenir leur potentiel productif durant la concession, eu égard à la durée de la concession, la durée de vie du bien dépassant la date de fin du contrat de concession.

- **Immobilisations renouvelables :**

Regroupent toutes les immobilisations du domaine concédé dont la durée de vie est inférieure au nombre d'années restant à courir jusqu'à la date de fin de concession.

2.2.1) ***Amortissements pratiqués :***

Amortissement de caducité : il est pratiqué sur la totalité des biens concédés afin de permettre la reconstitution, en fin de concession, des capitaux propres investis dans le domaine concédé. Il est calculé linéairement sur la durée de la concession restant à courir à la date d'achat du bien.

Il s'applique de la façon suivante :

- Immobilisations non renouvelables : sur le coût d'achat.
- Immobilisations renouvelables : pour le premier bien sur son coût d'achat, pour le suivant sur la différence entre son coût d'achat et la valeur du bien qu'il remplace.

Amortissement industriel : il ne s'applique qu'aux immobilisations renouvelables.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

- Constructions : amortissement linéaire de 10 à 30 ans.
- Installations techniques, matériel et outillage : linéaire entre 5 et 30 ans.
- Agencement, aménagement constructions : linéaire sur 20 ans.

2.2.2) Provision pour renouvellement :

Afin d'étaler sur la durée de la concession le coût de remplacement d'un bien, la société a établi un plan de renouvellement de ses biens. Les plans de renouvellement portent sur la majeure partie des biens identifiables entièrement renouvelables.

Les provisions pour renouvellement des immobilisations sont mises à jour à chaque clôture à partir notamment des analyses techniques et des travaux effectués. Les provisions devenues sans objet sont reprises en résultat exceptionnel.

A la fin de chaque exercice, une provision est constatée sur la base de la différence entre le coût estimé de renouvellement du bien et sa valeur d'achat d'origine, jusqu'à la date de renouvellement définie dans le plan.

La dotation de l'exercice est évaluée en tenant compte d'un coefficient égal au quotient du nombre d'années d'utilisation du bien, depuis sa mise en service sur sa durée de vie totale.

Dans le cas du renouvellement d'un bien provisionné, la provision antérieurement dotée est reprise en compte de résultat, soit sur la durée de vie du nouveau bien s'il est renouvelable, soit sur la durée restante de la concession si le nouveau bien est non renouvelable.

Dans le cas où la provision de renouvellement constituée serait supérieure au coût de remplacement de l'immobilisation, la quote-part de provision est reprise intégralement.

Dans le cas de sortie de l'actif d'un bien sans renouvellement, la provision antérieurement dotée est reprise en compte de résultat sur l'exercice de la sortie. Suite au travail réalisé sur le dépôt de Bayon, la société a entamé une réflexion sur les durées de vie des biens actifs restants au 31/12/2013, afin de revoir sa politique d'amortissement et de renouvellement avec l'impact induit sur les provisions.

3) IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Elles sont inscrites au bilan à leur valeur historique.

Elles comprennent en particulier les prêts consentis dans le cadre de la participation à l'effort de construction. Ces prêts sont remboursables sur une durée de 20 ans.

4) ACTIF CIRCULANT

Les stocks de matières premières sont évalués à leur coût d'acquisition. Des provisions sont constituées le cas échéant pour constater une dépréciation.

Les créances de l'actif circulant sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

5) AUTRES FONDS PROPRES : DROITS DU CONCEDANT

Le compte "droits du concédant" enregistre la contrepartie des opérations faites dans le cadre de la concession. Il correspond au cumul des amortissements de caducités pratiqué sur les biens du domaine concédé et de la valeur nette comptable des biens apportés par le concédant. Son montant est diminué de la valeur du capital amorti pour 748 170 €.

6) PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions sont constituées pour couvrir des risques et charges, nettement précisées quant à leur objet et que des événements survenus ou en cours, rendent probables.

Les provisions pour risques et charges comprennent en particulier :

- Les provisions pour renouvellement des immobilisations du domaine concédé. L'avis 2000-10 du CNC exclut les provisions pour renouvellement du champ d'applications du règlement n° 2002-06, relatif aux passifs.
- Les provisions pour grosses réparations afférentes aux programmes pluriannuels de vérification des bacs d'hydrocarbures sont comptabilisées en conformité avec le règlement 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs.
Ces provisions sont estimées à partir de l'analyse des coûts encourus. Dans le cadre de ces inspections décennales, les provisions pour grosses réparations sont dotées linéairement sur 10 années pour les bacs d'hydrocarbures et 4 années pour le pipeline.
- Les primes « long service » attribuées aux personnels suivant leur ancienneté dans l'entreprise, sont comptabilisées en conformité avec la recommandation 03-R-01 du CNC sur les engagements sociaux de l'entreprise.

Quant à la constitution d'une provision pour une remédiation éventuelle des sols qui pourrait être nécessaire en fin de concession en 2032, les critères ne sont pas remplis actuellement. Par ailleurs, une étude est en cours sur le déploiement de nouvelles activités en liaison avec la transition énergétique.

III. ENJEUX CLIMATIQUES :

DPA, pionnier dans son domaine d'activités depuis neuf (09) décennies, accorde une grande importance au respect de l'environnement avec des investissements récurrents.

Ceci s'inscrit dans l'ambition globale de DPA autour des enjeux climatiques qu'elle traite avec des actions sur le terrain.

En effet, DPA a inclus d'ores et déjà dans sa feuille de route la réduction des rejets liquides avec des objectifs quantifiés. Il en est de même pour le recyclage des eaux.

En outre, les installations de DPA disposent de rétentions et de capacités de pompage de haut niveau pour prévenir d'éventuelles montées des eaux dans ses sites situés dans la presqu'île d'Ambès.

Les équipements et les automatismes correspondants sont adaptés en continu pour en avoir une surveillance et un contrôle en temps réel.

Aussi, depuis le 1er janvier 2024, DPA utilise l'électricité verte à 100% dans ses sites et locaux de manière à favoriser une consommation d'Energie verte dans sa production, le fonctionnement des forces motrices et l'éclairage.

DPA a réitéré son engagement par l'adhésion à ATMO qui mène des actions collectives au niveau de la zone industrielle portuaire pour le suivi de la qualité de l'air.

IV. COMPLEMENTS D'INFORMATIONS

VARIATIONS IMMOBILISATIONS BRUTES

VARIATIONS IMMOBILISATIONS BRUTES	SOLDE AU 31/12/2024	ACQUISITIONS	TRANSFERTS AJUSTEMENTS
DOMAINE PRIVE			
Immobilisations incorporelles	381 944		
Immobilisations corporelles	1 081 618		24 902
Total domaine privé	1 463 562		24 902
DOMAINE CONCEDE			
APPORT DU CONCEDANT			
Immobilisations incorporelles			
Constructions sur sol d'autrui	48 101		
Installations techniques spécialisées	474 139		
Autres immobilisations corporelles	107 410		
Sous total	629 650		
APPORT DU CONCESSIONNAIRE			
Immobilisations incorporelles	763 183		
Constructions sur sol d'autrui	5 080 160		
Installations techniques spécialisées	62 596 769		726 030
Autres immobilisations corporelles	5 587 150		64 000
Sous total	74 027 262		790 030
Total domaine concédé	74 656 912		790 030
SOUS TOTAL IMMOBILISATIONS	76 120 474		814 932
IMMOBILISATIONS EN COURS	784 360	762 990	-814 932
TOTAL IMMOBILISATIONS	76 904 834	762 990	
	CESSIONS	COMPTE DU CONCEDANT	SOLDE AU 30/06/2025
DOMAINE PRIVE			
Immobilisations incorporelles			381 944
Immobilisations corporelles	4 825		1 101 696
Total domaine privé	4 825		1 483 640
DOMAINE CONCEDE			
APPORT DU CONCEDANT			
Immobilisations incorporelles			
Constructions sur sol d'autrui			48 101
Installations techniques spécialisées			474 139
Autres immobilisations corporelles			107 410
Sous total			629 650
APPORT DU CONCESSIONNAIRE			
Immobilisations incorporelles			763 183
Constructions sur sol d'autrui			5 080 160
Installations techniques spécialisées	7 653		63 315 146
Autres immobilisations corporelles			5 651 150
Sous total	7 653		74 809 639
Total domaine concédé	7 653		75 439 288
SOUS TOTAL IMMOBILISATIONS	12 478		76 922 928
IMMOBILISATIONS EN COURS			732 417
TOTAL IMMOBILISATIONS	12 478		77 655 345

VARIATIONS AMORTISSEMENTS

VARIATIONS AMORTISSEMENTS	SOLDE AU 31/12/2024	DOTATIONS	CESSIONS
DOMAINE PRIVE			
Immobilisations incorporelles	376 783	2 274	
Immobilisations corporelles	945 604	30 579	4 825
Total domaine privé	1 322 387	32 853	4 825
DOMAINE CONCEDE			
APPORT DU CONCEDANT			
Immobilisations incorporelles			
Constructions sur sol d'autrui	48 101		
Installations techniques spécialisées	474 139		
Autres immobilisations corporelles	107 410		
Sous total	629 650		
APPORT DU CONCESSIONNAIRE			
Immobilisations incorporelles	653 691	17 737	
Constructions sur sol d'autrui	153 801		
Installations techniques spécialisées	21 285 667	121 527	7 653
Autres immobilisations corporelles	406 728	1 948	
Sous total	22 499 886	141 211	7 653
Total domaine concédé	23 129 536	141 211	7 653
Total immobilisations	24 451 923	174 064	12 478

	TRANSFERTS AJUSTEMENTS	REPRISES	SOLDE AU 30/06/2025
DOMAINE PRIVE			
Immobilisations incorporelles			379 057
Immobilisations corporelles			971 359
Total domaine privé			1 350 416
DOMAINE CONCEDE			
APPORT DU CONCEDANT			
Immobilisations incorporelles			
Constructions sur sol d'autrui			48 101
Installations techniques spécialisées			474 139
Autres immobilisations corporelles			107 410
Sous total			629 650
APPORT DU CONCESSIONNAIRE			
Immobilisations incorporelles			671 428
Constructions sur sol d'autrui			153 801
Installations techniques spécialisées			21 399 540
Autres immobilisations corporelles			408 675
Sous total			22 633 444
Total domaine concédé			23 263 094
Total immobilisations			24 613 509

REEVALUATION DE L'ACTIF IMMOBILISE

1) IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES

	VALEUR EN COUT HISTORIQUE	PROVISION SPECIALE DE REEVALUATION	VALEUR REEVALUEE
Valeurs Brutes	1 667 150	934 265	2 601 415
Amortissements cumulés	1 667 150	934 265	2 601 415
Valeurs Nettes			0

2) IMMOBILISATIONS NON AMORTISSABLES

L'écart de réévaluation des immobilisations non amortissables est de 2 555 746 €.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Ce poste comprend :

Un prêt à Action Logement d'un montant de 119 676 €.

Les prêts accordés au personnel de la société en juin 2025, afin de participer à l'augmentation de capital de la société TotalEnergies s'élèvent à 28 434 €. Les remboursements effectués au 1^{er} semestre 2025 se sont élevés à 12 921 €. Le précédent prêt accordé au personnel d'un montant de 25 793 € afin de participer à l'augmentation de capital de la société TotalEnergies en 2024 a été totalement remboursé.

STOCKS MATIERES

Les stocks de matières se décomposent de la façon suivante :

	Valeur brute	Dépréciation
Emulseurs	358 572	260 850
Additifs et colorants	271 155	
Pièces critiques	66 445	
	696 172	260 850

Un complément de dépréciation, pour tenir compte de la durée de vie de 5 ans des émulseurs, a été comptabilisé au 1^{er} semestre 2025 à hauteur de 6 826 €.

ECHEANCES DES CREANCES AU 30 JUIN

La totalité des créances est à échéance de moins d'un an.

CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES

	SOLDE AU 31/12/2024	RESULTATS			Autres mouvements
		EXERCICE	AFFECTATION EXERCICE		
			DIVIDENDES	AUTRES	
Capital amorti	748 170				
Primes d'émission et de fusions	15 053				
Ecart de réévaluation	2 555 746				
Réserve légale	74 817				
Réserves réglementées					
Réserves extraordinaires	223 451				
Réserves ordinaires	6 343 757			1 147 333	
Report à nouveau					
Résultat de l'exercice antérieur					
Résultat de l'exercice	6 135 133	2 323 247	-4 987 800	-1 147 333	
Subvention d'investissement					
Provision spéciale de réévaluation					
TOTAL CAPITAUX PROPRES	16 096 127	2 323 247	-4 987 800	0	

Droits du concédant					
Amortissements de caducité	47 913 239				
Amortis. Transférés en capital	-748 170				
Apport du Concédant à titre gratuit					
TOTAL DROITS DU CONCEDANT	47 165 069				

	PROVISIONS		SUBVENTIONS		SOLDE AU 30/06/2025
	DOTATION	REPRISE	RECUES	AMORTIS.	
Capital amorti					748 170
Primes d'émission et de fusions					15 053
Ecart de réévaluation					2 555 746
Réserve légale					74 817
Réserves réglementées					
Réserves extraordinaires					223 451
Réserves ordinaires					7 491 090
Report à nouveau					
Résultat de l'exercice antérieur					
Résultat de l'exercice					2 323 247
Subvention d'investissement					
Provision spéciale de réévaluation					
TOTAL CAPITAUX PROPRES					13 431 574

Droits du concédant					
Amortissements de caducité	1 456 209				49 369 448
Amortis. Transférés en capital					-748 170
Apport du Concédant à titre gratuit					
TOTAL DROITS DU CONCEDANT	1 456 209				48 621 278

Le capital social est composé de 97 800 actions au nominal de 7.65 €. Il a été entièrement remboursé au cours des années 1968 à 1983. La valeur portée au passif du bilan correspond à une quote-part des droits du concédant.

TABLEAU DES PROVISIONS

DESIGNATIONS	2024 31-déc	DOTATIONS EXERCICE	REPRISES EXERCICE UTILISEES NON UTILISEES		2025 30-juin
Provisions pour grosses réparations	5 330 215	423 470	82 113		5 671 572
Provisions pour renouvellement des immobilisations concédées	1 216 734	310	22 759		1 194 285
Provisions pour litiges					
Provisions pour prime long service	287 593	8 215	13 280		282 528
Provisions pour autres charges					
S / T PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	6 834 542	431 995	118 152		7 148 385
Provisions pour dépréciation des stocks	254 024	6 826			260 850
Provisions pour dépréciation des créances					
CUMUL DES PROVISIONS	7 088 566	438 821	118 152		7 409 235

1. Les primes « long service » octroyées aux personnels après 20, 25, 30, 35 et 40 ans d'ancienneté dans la société ont été provisionnées sur la base des plans de carrière individualisés conformément aux dispositions du règlement CRC 2004-03 du 4 mai 2004 relatif aux médailles du travail.

Les principales hypothèses retenues sont :

- Taux de rotation du personnel négligeable.
- Taux de charges sociales de 48 %.
- Taux d'actualisation de 3,60 %.

2. Le coût de renouvellement des immobilisations est provisionné sur la base de plans de renouvellement individualisés.

Les reprises de provisions pour renouvellement de 17 024 €, correspondent à des provisions reprises dans le cadre de renouvellement de biens immobilisés ou devenues sans objet suite à des sorties d'actifs immobilisés.

3. Le coût des grosses réparations sur les immobilisations est provisionné sur la base des programmes pluriannuels de vérification des bacs.

TABLEAU DES ECHEANCES DES DETTES

	MONTANT AU 30/06/2025	DEGRE D'EXIGIBILITE DU PASSIF		
		A MOINS DE 1AN	DE 1 A 5 ANS	A PLUS DE 5 ANS
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	1 674 937	1 674 937		
Dettes fiscales et Sociales	1 106 007	1 188 007		
Dettes diverses				
TOTAL	2 781 504	2 781 504		

CREANCES ET DETTES SOCIETES LIEES

	Créances 1 an au plus	Dettes 1 an au plus
Créances clients	-	
Dettes fournisseurs		-

DETAIL DES CHARGES A PAYER ET PRODUITS A RECEVOIR

	<u>Charges à payer</u>	<u>Produits à recevoir</u>
Fournisseurs	1 567 347	72 014
Personnel	449 038	
Organismes sociaux	272 505	
Impôts et Taxes	278 610	430 027
TOTAL	2 567 500	502 041

DETAIL DES COMPTES DE REGULARISATION

Charges constatées d'avance :

Ce poste correspond à la part des contrats d'assurance, d'entretien et de location payés d'avance pour un total de 459 042 €.

DETAIL DES DISPONIBILITES

Ce poste se décompose de la façon suivante :

Solde de trésorerie	773 877
Placements	13 699 368

	14 473 245

DETAILS DES PRODUITS EXCEPTIONNELS

Ils se décomposent de la façon suivante :

- Reprise amortissements de caducité exceptionnels : 5 735

REPARTITION DU MONTANT DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

	Résultat Avant Impôt	Impôt Dû	Résultat Net
Résultat courant	3 123 083	804 257	2 318 826
Résultat exceptionnel	5 735	1 534	4 421
Total	3 129 038	805 791	2 323 247

HONORAIRES VERSEES AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le cabinet FORVIS MAZARS, commissaire aux comptes de la société, a perçu au titre de sa mission de certification des comptes annuels de 2024, les rémunérations HT suivantes :

- 16 479 € HT perçus sur l'exercice 2024
- 42 004 € HT perçus sur l'exercice 2025

ENGAGEMENT D'INDEMNITES DE DEPART EN RETRAITE

Ces engagements sont calculés conformément à la Convention Collective de l'Industrie du Pétrole et majorés des dispositions internes à l'entreprise. Leurs montants non comptabilisés à la clôture s'élèvent à 480 738 €.

Les hypothèses retenues sont les suivantes:

▪ Base d'évaluation	juin 2025
▪ Méthode	interne
▪ Age de la retraite	65 ans
▪ Taux net d'actualisation	3.60 %
▪ Taux augmentation salaires	2.50 %
▪ Taux de charges sociales	48 %

ENGAGEMENT DE COTISATIONS DE MUTUELLE

La société s'est engagée à prendre en charge une quote-part de la cotisation de la mutuelle des personnels retraités et de leurs conjoints.

Au cours du 1^{er} semestre 2025, la société a pris en charge 11 218 € de cotisations au profit de 72 bénéficiaires.

A la clôture des comptes, le montant de l'engagement global non comptabilisé concernant le personnel retraité actuel ainsi que les futurs retraités s'élève à 615 976 €.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

▪ Base d'évaluation	juin 2025
▪ Contrat	cotisation MIP base jusqu'en 2006
▪ Contrat	cotisation MIP Total à partir de janvier 2007
▪ Contrat	cotisation MIP DPA à partir de janvier 2014
▪ Age de la retraite	65 ans
▪ Durée de vie moyenne	87 ans
▪ Taux d'actualisation	3.60 %

EFFECTIF MOYEN EMPLOYE PENDANT LA PERIODE

▪ Cadres	8
▪ Agents de maîtrise et assimilés	29
▪ Ouvriers et employés	6

	43
▪ Cadre mis à disposition de l'entreprise	1

DETTE FUTURE D'IMPOT

	Base	Impôts dus à 25 %
<u>Allègement</u>		
• Provisions pour congés payés	209 961	52 490
• Intéressement des salariés aux bénéfices	163 125	40 781

ENGAGEMENT

Engagements donnés non comptabilisés

- Caution fournie par BNP PARIBAS, à hauteur de 256 000 € afin de couvrir les opérations diverses vis-à-vis des DOUANES de Bordeaux.

Engagements donnés comptabilisés

- Selon le contrat de gérance qui la lie au Port Autonome de Bordeaux, la Société est tenue de maintenir en état de fonctionnement les biens du domaine concédé, et de les remettre gratuitement au concédant à la fin du contrat, soit le 31 mai 2032.

Les provisions pour renouvellement et les amortissements de caducité traduisent en comptabilité cette obligation.

Les provisions pour renouvellement seront reprises chaque année, d'ici la fin de la concession, en fonction de l'avancée des travaux et des analyses portant sur les biens concernés.

Engagements reçus

- La société a signé des contrats de location de capacités engageant les clients sur des durées supérieures à 1 an.

Au 30 juin 2025, le montant des loyers qui seront perçus se résume de la façon suivante :

Loyers non perçus et non comptabilisés

A moins d'un an	3 967 212 €
D'un à cinq ans	7 402 616 €
A plus de cinq ans	2 250 048 €

13 619 876 €

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	30/06/2025 (06 mois)	31/12/2024 (12 mois)
<u>Flux de trésorerie liés à l'activité</u>		
Résultat net	2 323 247	6 135 133
+Amortissement et provisions	1 956 594	4 268 841
- Plus-values de cessions des immobilisations	12 478	1 447 414
- Variation des charges à répartir		
Marge brute d'autofinancement	4 267 364	8 956 561
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		
Stocks	-130 816	-103 976
Créances clients	-418 229	-62 703
Autres créances	-541 859	-546 529
CCA	-382 059	-26 859
Dettes fournisseurs	163 118	329 015
Dettes fiscales et sociales	-557 506	1 269 364
Autres dettes	-272 623	214 703
PCA		
Total	-2 139 974	1 073 015
Flux net de trésorerie généré par l'activité	2 127 390	10 029 576
<u>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</u>		
Acquisitions d'éléments d'actif immobilisé		
- Immobilisations incorporelles et corporelles	762 990	1 303 951
- Immobilisations financières	28 434	25 793
Total acquisitions	791 424	1 329 744
Cession d'immobilisations		
- Immobilisations incorporelles et corporelles		
- Immobilisations financières	12 921	29 422
Total cessions	12 921	29 422
Variation des dettes sur immobilisations	-183 720	-463 655
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-962 223	-1 763 977
<u>Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement</u>		
Dividendes versés aux actionnaires	-4 987 800	-4 009 800
Augmentations de capital en numéraire		
Subvention		
Emissions d'emprunts		
Remboursements d'emprunts		
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-4 987 800	-4 009 800
Disponibilités	18 295 877	14 040 078
Découverts bancaires		
Trésorerie d'ouverture	18 295 877	14 040 078
Disponibilités	14 473 245	18 295 877
Découverts bancaires		
Trésorerie de clôture	14 473 245	18 295 877
Variation de trésorerie	-3 822 633	4 255 799

IV - AUTRES INFORMATIONS

Contrôle fiscal

Le 9 décembre 2024, DPA a reçu un courrier de la DIRCOFI lui notifiant un contrôle fiscal portant sur les exercices 2022 et 2023.

Le 30 juillet 2025, une réunion de clôture a eu lieu entre l'inspectrice de la DIRCOFI et la direction de DPA.

Le 31 juillet 2025, sur la plateforme Escale, l'inspectrice de la DIRCOFI a adressé trois courriers faisant ressortir ce qui suit :

- Absence de rectification suite à une vérification générale de comptabilité
- Rappel des taxes foncières 2024 et 2025 suite à la mise à jour des bases de ces taxes foncières
- Rappel de CFE pour 2022, 2023, 2024 et 2025 suite à la mise à jour des bases imposition de CFE

A l'émission de ce rapport, la société DPA n'a pas reçu de notification de rôles complémentaires suite à la réévaluation des bases des taxes foncières et CFE susmentionnées.